



Se lancer dans les défis enthousiasmants de 2022 !

L'année 2021 a été indéniablement placée sous le signe de la résilience. Mais comme le disait Goethe : « *on peut bâtir quelque chose de beau avec les pierres qui entravent le chemin* ». Les pierres ont été – et restent – nombreuses. Mais notre réseau, avec l'ensemble du secteur de l'insertion socioprofessionnelle, se concentre sur la construction de ce « *quelque chose de beau* », porteur pour l'avenir et source de motivation.

Partout résonnent les échos de l'expérience acquise au fil de la crise, de cette capacité inébranlable à s'adapter aux différentes mesures et contraintes. Partout s'exprime cette volonté d'avancer coûte que coûte, malgré la succession de crises et les inégalités toujours plus criantes (voir l'interview d'Ariane Estenne, en page 2).

L'année qui se profile nous permettra certainement d'avancer encore et de nous projeter, enfin, vers de nouvelles perspectives de développement. Dans cette optique, au sein du réseau, on se questionne sur les filières de formation à faire évoluer dans le cadre des nouveaux agréments (p. 3 et 6), on s'implique dans le Plan de Relance de la Wallonie pour aller vers un système qualité adapté au secteur (p. 4), on s'investit pour lutter contre les inégalités face au numérique (p. 5) et dans tous les projets qui peuvent améliorer nos pratiques de formation et d'accompagnement des publics. L'année 2022 ne manquera pas de défis !

Les fins d'année sont toujours propices aux bilans. Cette année qui se clôture dans une réalité particulière nous donne plutôt envie de nous projeter dans la nouvelle année, porteuse d'espoirs. Qu'elle soit étincelante et chaleureuse comme ces moments de répit qui nous attendent pour les fêtes. Et que 2022 nous permette de construire *quelque chose de beau*.

Bonne lecture,

L'équipe de l'AID Coordination

SOMMAIRE

Actualités du mouvement	P.2
<i>Retour sur l'interview d'Ariane Estenne</i>	
<i>Dossier « économie sociale » dans l'Esperluette</i>	
<i>Actions WSM à soutenir</i>	
<hr/>	
Centres AID en mouvement	P.3
<i>Nouvel agrément et chantiers pédagogiques</i>	
<hr/>	
L'AID et le Plan de Relance de la Wallonie	P.4
<i>Défis et perspectives pour 2022</i>	
<hr/>	
Actualités du secteur	P.5 et 6
<i>Carte blanche « le numérique n'a pas tous les droits »</i>	
<i>Webinaires de l'Interfédé sur les métiers et formations de demain</i>	
<i>Retour sur l'opération « CISP en action »</i>	
<hr/>	
Les projets Erasmus+ de l'AID	P.7 et 8
<i>RAFT, mais c'est quoi ces soft Skills ?</i>	
<i>ENVOL, l'impact du projet</i>	
<i>EDAP, une rencontre en présentiel, très appréciée</i>	
<i>TAACTIC, finalisation des activités pédagogiques</i>	
<i>Nouveaux projets 2022: présentation de « Next Step 4 SFC » et du projet « Action »</i>	

ACTUALITÉS DU MOUVEMENT

Interview: Nathalie Brandts
Photo : Saskia vanderstichele



INTERVIEW ARIANE ESTENNE « L'ESPRIT CRITIQUE EST DEVENU SUSPECT, IL N'Y A PLUS DE PLACE POUR LA CONTRADICTION »

Le 9 décembre dernier a été publiée, dans [Les Echos](#), une interview d'Arianne Estenne, Présidente du MOC. Retour sur quelques idées fortes de cette interview, disponible aussi en intégralité, sur le [site du MOC](#).

Au fil de cette interview, le ton est plutôt inquiet. Déficit démocratique, crise sanitaire qui ne s'apaise pas, Arianne Estenne appelle à ce que le parlement se réapproprie son rôle de lieu de débat démocratique et elle pousse un triple cri d'alarme : face à la perte des droits essentiels, face à la perte de légitimité de la démocratie, face aux inégalités croissantes.

Elle relève une démocratie fragilisée, avec « des mouvements sociaux, syndicaux, citoyens empêchés de mener leurs actions », « la succession des crises (sanitaires, inondations, climatiques) » et « un espace qui se creuse entre la population et ceux à qui on a délégué le pouvoir ».

Pour la Présidente du MOC, la réponse à cette situation préoccupante passe par un débat « mené au bon endroit » (parlement) et selon des modalités qui garantissent davantage de démocratie et d'esprit critique (processus de délibération plus collectifs, décisions plus pérennes, retour de débats éthiques...)

Elle prône également « la réactivation du sens commun » et croit dans l'impact de l'engagement citoyen et de cette « intensité des luttes ». Elle plaide néanmoins pour une meilleure prise en compte « des inégalités criantes et injustifiables », notamment en s'attaquant réellement aux enjeux de fiscalité et à l'évasion fiscale, au profit du financement des politiques sociales.

A LIRE : L'ESPERLUETTE N°110 DOSSIER SPÉCIAL « ÉCONOMIE SOCIALE »



Le dernier numéro de [L'Esperluette](#) de décembre 2021 est disponible depuis peu. Il s'intitule « Économie sociale dans une économie capitaliste : quels renouveau, contribution et participation ? » et contient un dossier de 7 pages sur ce thème. Il revient notamment sur une présentation générale du secteur par Adrian Jehin, de Concert'ES, un exercice délicat vu son hétérogénéité et la diversité de ses acteurs. En pages 7 à 9, une interview croisée d'Eric Albertuccio et Sébastien Cassart, directeurs de l'AID Coordination et de Syneco met en lumière, à partir de l'histoire respective des deux structures, la convergence de leurs objectifs, de leurs valeurs, au cœur des enjeux sociétaux d'aujourd'hui. On y retrouve des éléments éclairants sur la multitude d'initiatives qui voient le jour, l'impact de la pandémie sur le secteur, les dynamiques à l'œuvre ou encore l'articulation de ces initiatives aux politiques d'emploi actuelles et les opportunités qu'elles offrent aux publics plus fragiles. Le dernier article met en avant le partenariat construit entre l'EFT Habilux (membre AID) et le partenaire Guatémaltèque Mojoca de WSM.

ACTIONS ET CAMPAGNES WSW 2021-2022

Après la campagne 11.11.11, en novembre, dans laquelle WSW s'est pleinement impliquée et les actions « *Defend the defenders* » lors de la journée internationale des droits de l'homme, voici d'autres actions de WSM à suivre, relayer et soutenir en cette fin d'année, pour un monde plus juste:

- La campagne de fin d'année **#effet papillon** pour créer des actions à parrainer, susciter des dons et changer la donne avec des changements positifs
- Une nouvelle plateforme WSM pour [envoyer vos vœux personnalisés](#)
- La campagne « **Qatarstrophe** » qui s'inscrit dans le travail de fond de WSM pour un travail décent
- La journée (inter)nationale de WSM du 31 mars « *En route vers l'égalité de genre* »

Retrouver toutes les infos sur le [Facebook WSM](#) ou son [site Internet](#).

FACE AUX ENJEUX DU NOUVEL AGRÉMENT EN WALLONIE, 2022 SERA UNE ANNÉE DE CHANTIERS PÉDAGOGIQUES DANS LES CENTRES

Dans les centres, à peine clôture-t-on l'année 2021 que tous les regards sont déjà portés sur « demain ». Outre les perspectives ouvertes par le Plan de Relance de la Wallonie (voir page suivante), les centres AID wallons sont invités, en avril 2022, à déposer une demande de renouvellement de leur agrément CISP auprès de la Région Wallonne. Les réflexions vont donc bon train sur le terrain pour préparer les changements. Les idées bourgeonnent et les échanges sont nourris au sein des équipes, où l'on discute « développement stratégique », « pédagogie » et « évolution de l'offre de formation ».

Le nouvel agrément, un enjeu majeur

Il y a six ans déjà, la première procédure d'agrément avait lieu. L'Administration régionale, avec une telle procédure, avait alors pour objectif de transposer, sur papier, ce qui se faisait dans les centres. C'était une démarche « à l'envers », durant laquelle devait être décrit ce qui se faisait déjà, pour « formaliser » nos pratiques et intégrer les nouvelles dispositions administratives (dont la mise en place des Programmes Individuels de Formation pour le suivi des stagiaires). En six ans, les pratiques pédagogiques se sont enrichies progressivement, de nouveaux besoins ont émergé, le monde du travail a évolué. Bref, de l'eau a coulé sous les ponts... et les équipes doivent aujourd'hui porter un regard analytique, réflexif et critique sur leurs pratiques. Le temps est au bilan, pour formaliser tous les changements mis progressivement en place et préparer les six prochaines années.

Des choix à opérer, des opportunités à saisir

Le renouvellement des agréments CISP offre plusieurs options :

- reconduire les activités à l'identique ou en modifiant les orientations pédagogiques
- ouvrir (voire fermer) de nouvelles filières
- modifier le programme des formations

Des options diverses et ouvertes qui poussent à la réflexion et à la remise en question. De Liège à Tournai, en passant par Bastogne ou Nivelles, plusieurs dynamiques se dessinent et les changements sont envisagés à divers niveaux.

Dans certains centres, on ressent le besoin **d'ajouter des modules complémentaires ou de spécialisation**, pour permettre aux stagiaires d'affiner ou de compléter toujours plus leurs compétences afin de faire la différence auprès des employeurs. Ainsi par exemple, est à l'étude la mise en œuvre de modules en maraîchage biologique, e-commerce, boucherie, des brevets nacelles... Ailleurs, ce sont **des filières complètes qui sont repensées**, car elles ne correspondent plus aux profils des stagiaires accueillis ou à la réalité du marché de l'emploi. C'est notamment le cas des filières « Bureautique », qui posent question en raison des exigences élevées du marché de l'emploi

et à la diminution progressive des débouchés pour nos publics en fin de formation. Les programmes doivent alors être profondément revus et les contenus affinés, pour que les stagiaires suivent une formation plus pertinente au regard des évolutions du métier et des perspectives d'emploi sur les territoires locaux.

A côté de cela, des **nouvelles filières sont en réflexion** ici et là, parce que des opportunités se dessinent pour les publics ISP. On pense par exemple au secteur de l'aide à la personne, vu l'enjeu du vieillissement démographique, mais également aux enjeux actuels de santé publique et d'accompagnement des personnes malades.

Des pratiques pédagogiques à faire évoluer

Du côté des pratiques et méthodes pédagogiques aussi, on formalise des changements et des innovations. Plusieurs opérateurs réfléchissent à la **pérennisation de la formation à distance partielle**, afin de préparer les stagiaires aux enjeux du télétravail et de développer l'autonomie professionnelle. Plus globalement, **le numérique devient un incontournable** dans les programmes, pour que tous les stagiaires acquièrent les compétences numériques de base au cours de leur parcours. Par ailleurs, de nombreuses formations feront désormais la part belle **aux savoir-faire comportementaux** et aux **compétences transversales**. Après plusieurs années de travail autour de ces questions au sein du réseau, l'enjeu est désormais bien intégré par les équipes, et se reflètera dans les nouveaux agréments. De même, les centres AID portent une grande attention à la **validation des compétences**, et certains réorganisent leur programme pédagogique pour préparer au mieux les stagiaires à ces épreuves de validation.

Ainsi, c'est tout un chantier qui s'annonce mais pas le seul. Avec le Plan de Relance de la Wallonie (voir page 4) des travaux importants vont renforcer la reconnaissance des acquis d'apprentissage des stagiaires et donc de la qualité du travail réalisé par les CISP. Assurément, la dynamique d'amélioration continue de nos pratiques ne s'arrêtera pas de sitôt.



Photo : [Habilux](#) @Salima Amjahad

L'AID COORDINATION ET LE PLAN DE RELANCE DE LA WALLONIE (PRW)

MÉTHODOLOGIE RÉFÉRENTIELLE, RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET CRÉATION D'UN LABEL QUALITÉ CISP... LES DÉFIS ET PERSPECTIVES OUVERTES POUR LE SECTEUR EN 2022 !

En janvier 2022, l'ensemble des fédérations du secteur, les CISP, et particulièrement l'AID Coordination seront impliqués dans trois axes de développement de la reconnaissance des acquis.

Des appels à projet seront lancés auprès des CISP et chaque fédération engagera des chargés de projets pour mener à bien les activités à mettre en œuvre. C'est l'Interfédération des CISP qui sera en charge de la coordination du projet et c'est notre permanente, Myriam Colot, qui sera détachée, pour une période de trois ans, au pilotage des différents axes.

Axe 1 : Mutualiser les Profils et les Référentiels métiers/compétences/ formation

Les travaux permettront d'avoir une vue claire sur les acteurs qui produisent des profils / référentiels, mais aussi de :

- Identifier la plus-value pour les bénéficiaires (citoyens et entreprises)
- Améliorer les synergies entre les acteurs et la cohérence entre les actions

Les activités à mettre en œuvre concerneront:

- L'accompagnement des CISP dans la démarche référentielle
- La cartographie des acteurs de l'enseignement, formation, validation qui produisent des profils / référentiels et les cadres réglementaires
- L'identification, si pertinent, de la plus-value des référentiels pour les bénéficiaires (citoyens et entreprises)
- L'identification des méthodologies de production des profils
- L'investigation des pistes de mutualisation complémentaires des référentiels et des conditions de réussite en vue d'améliorer les synergies entre les acteurs de la formation professionnelle et la cohérence entre les actions.

Axe 2 : Mettre en œuvre des parcours de renforcement des compétences

Les appels à projets s'articuleront autour d'activités permettant de:

- Renforcer les compétences des publics peu scolarisés
- Renforcer les collaborations entre acteurs de l'insertion socioprofessionnelle et les opérateurs publics de formation qualifiante
- Améliorer la connaissance mutuelle de l'offre de formation et des acteurs pour développer / renforcer la confiance mutuelle.

Axe 3 : Développer le système d'assurance qualité dans la formation professionnelle

Cet axe souhaite:

- Améliorer la qualité de la formation professionnelle
- Garantir la transparence et la cohérence des pratiques en vue d'accroître la confiance mutuelle et la mobilité des apprenants entre opérateurs, entre régions et au niveau européen

Dans ce cadre, des activités seront mises en œuvre pour identifier les critères et indicateurs spécifiques d'assurance qualité pour le secteur CISP; élaborer le concept test du label et de la méthodologie pour accompagner les CISP; expérimenter la démarche.



« NON, LE NUMÉRIQUE N' A PAS TOUS LES DROITS ! »

Carte blanche

Publiée dans l'édition digitale du Soir du 13 décembre dernier ([disponible en ligne pour les abonnés](#)) la carte blanche autour du numérique, co-signée notamment par les fédérations ISP, souligne que le numérique divise la société et appelle à un changement de logiciel



L'ère du numérique [...] apparaît à maints égards comme une avancée positive. Qui peut en effet contester les progrès considérables que la technologie permet aujourd'hui dans bien des domaines ? Mais une médaille, même teintée d'or, possède deux faces. Et le revers de la médaille dont nous parlons est aussi malheureusement à plusieurs égards un facteur d'accroissement des inégalités, déjà bien présentes. Ce que l'on désigne communément par fracture numérique du 1er degré (**inégalités d'accès**), du 2e degré (**inégalités de compétences et d'usages**) et du 3e degré (**utilisation des services essentiels**) est une réalité bien identifiée. Une réalité que personne ne conteste mais qui pénalise pourtant une grande partie de la population, toutes générations confondues, et plus particulièrement les publics déjà fragilisés sur le plan économique, social et culturel. Comment accepter que la technologie, du fait de sa complexité, accapare de nombreux droits, y compris celui de priver certaines personnes d'accéder à des services indispensables [...] ? Comment ne pas s'indigner de la fracture sociale et numérique toujours plus grande qui s'installe dans notre pays ?

De manière générale, on observe une **diminution importante de l'accessibilité aux services publics et assimilés**. [Cette] tendance à la suppression des « guichets physiques » et des espaces de contacts, impacte également les relations entre opérateurs de formation et d'insertion. La dématérialisation des droits et de l'accès à certains services est d'autant plus inquiétante que le numérique impacte toute une série de pans de la vie en société : insertion socioprofessionnelle, emploi, santé, éducation, citoyenneté, etc. Cela se répercute sur une multitude de situations : s'inscrire comme demandeur d'emploi, postuler en ligne, demander une information auprès de sa mutuelle ou de son syndicat, prendre un rendez-vous médical, remplir un formulaire pour l'administration ou pour la banque, consulter des horaires, etc. De plus, on observe que le prix d'un billet de train coûte moins cher s'il est acheté en ligne, ce qui renforce l'idée d'une priorité à peine déguisée accordée aux services en ligne.

Un autre facteur d'inégalités concerne **le vécu des personnes en difficulté de lecture et d'écriture ou encore les personnes malvoyantes**. [...] Internet passe essentiellement par le monde de l'écrit et cette spécificité rend son accès problématique pour toutes ces personnes. Que dire alors du sort réservé aux utilisateurs peu réguliers et aux non-utilisateurs, obligés malgré eux de recourir parfois à Internet [...] ?

Nous sommes aussi tout particulièrement inquiets de la **situation qui se dégrade dans le champ du travail social de première ligne** en général **et de la santé** où, dans un contexte de crise sanitaire, désarroi et hausse de la pauvreté pour des centaines de milliers de personnes coïncident avec saturation des services. [...] Les dispositifs de formation et d'insertion sont aujourd'hui tributaires des moyens matériels à disposition mais aussi des compétences détenues par les formateurs et par l'ensemble du personnel d'accompagnement [et] on constate que les travailleurs sociaux sont débordés par des demandes croissantes d'accompagnement visant à effectuer diverses démarches en ligne. Il devient donc urgent d'accompagner le personnel qui s'essouffle peu à peu de devoir s'éloigner de sa mission première.

Enfin, **la transition numérique**, bien aidée par la crise sanitaire, **donne la prime à l'accompagnement à distance**, ce qui tend à déshumaniser les processus et comporte aussi le risque de décrochage des personnes. Au vu de la spécificité de nos publics dans le secteur de l'insertion, le mode d'accompagnement doit rester prioritairement en présentiel. [...] Aujourd'hui, nous tirons la sonnette d'alarme et revendiquons la garantie pour chacun-e d'un accès aux droits fondamentaux et aux services publics et assimilés.

Concrètement, nous demandons :

- le retour des guichets physiques au sein des services publics et assimilés ;
- la gratuité du wifi et un meilleur accès aux équipements pour la population ;
- le développement des espaces publics numériques, et à travers plus de financement de notre secteur – notamment – des programmes de formation à destination des professionnels de l'insertion socioprofessionnelle, du secteur social et de la santé à l'inclusion numérique et aux différents outils de e-gouvernement ;
- des plateformes numériques adaptées et pensées pour et par les minorités ;
- des formations gratuites ainsi que des accès privilégiés aux services en général (personnes de référence, numéro de téléphone/ adresses mail spécifiques ou plateforme numérique spécifique) pour les travailleurs sociaux.

Entre constats et indignation, notre analyse est sans appel : le numérique divise la société ! Ce diagnostic alarmant appelle un changement urgent de logiciel, tourné davantage vers l'humain et attentif aux besoins et attentes des populations, notamment celles déjà fragilisées. Nous plaillons pour une société plus solidaire, où chacun a le choix, réfléchi et sans contrainte, du numérique, [...] où chacun a le droit d'accéder à ses propres droits, ce qui est, ne l'oublions pas, la caractéristique principale d'une société démocratique. Répétons-le, non, le numérique n'a pas tous les droits...

**Signataires : Anne-Hélène Lulling (secrétaire générale de l'Interfédération des CISP), Dimitri Léonard (chargé d'analyses et études à l'Interfédération des CISP), Eric Albertuccio (directeur de la coordination des Actions Intégrées de Développement – AID), Frédéric Andrien (président de l'Association Libre d'Entreprises d'Apprentissage Professionnel – ALEAP), Yannick de Briey (responsable du secteur Insertion socio-professionnelle et Economie sociale à l'UNESSA), Joël Gilliaux (directeur de Lire et Ecrire Wallonie), Jean-Luc Vrancken (directeur de la Concertation des Ateliers d'Insertion Professionnelle et Sociale – CAIPS), Christophe Cocu (directeur général de la Ligue des familles), Thierry Dock (président de l'InterMire), Céline Nieuwenhuys (secrétaire générale de la Fédération des Services Sociaux – FdSS), Mourad Ouahmed (coordonateur de la Fédération des Régies des Quartiers de Wallonie), Jean-Francois Herz et Quentin Mortier (co-directeurs de SAW-B)*

ACTUALITÉS DU SECTEUR



DEUX WEBINAIRES SECTORIELS SUR LA FORMATION ET LES MÉTIERS D'AVENIR

Les 26 octobre et 14 décembre derniers, l'Interfédération proposait, à tous les travailleurs du secteur CISP et en prélude à l'Assemblée Sectorielle 2022, deux webinaires sur la thématique « former autrement dans un monde en mouvement »

Contexte

Dans la perspective des réagréments en 2023 et en vue de répondre à de nouveaux besoins en matière de formation, ces deux webinaires souhaitaient faire le point sur le contexte actuel de transition et de mutation du monde du travail, et être un soutien à la réflexion des CISP par rapport à l'évolution, à la conversion de filières existantes et au développement de nouvelles filières. Ces deux moments de réflexion ont questionné et éclairé, à partir des enjeux, d'un cadrage théorique, de témoignages et de retours d'expériences de terrain, comment l'évolution du monde du travail impacte ou va impacter le secteur de l'insertion en général et les CISP en particulier. Les webinaires ont réuni à chaque session autour d'une centaine de participants et ont été filmés pour permettre un accès ultérieur aux interventions.

Webinaire n°1 : Quelles compétences pour le marché du travail de demain ?

La réflexion s'est portée sur l'évolution des compétences attendues sur le marché du travail et les possibilités pour notre secteur de former un public éloigné de l'emploi, en interrogeant le choix des compétences à développer, les contenus de formation à adapter, voire à privilégier ainsi que la pédagogie à mettre en œuvre (méthodes, outils, etc.) Les différentes séquences et temps forts de la matinée sont disponibles sur la [page dédiée du site de l'Interfédéré](#).

Webinaire n°2 : Quelles filières de formation pour quels nouveaux métiers ?

Le 14 décembre, ce 2ème webinaire, priorisait les enjeux relatifs aux filières de formation à renforcer ou à développer pour faire écho au marché du travail en mutation. Le débat était articulé autour de trois questions principales : quelles filières d'avenir, pour quels métiers et selon quelles modalités (stages, formation à distance, etc.) ? Les retours d'expérience ont été particulièrement riches et les modalités d'organisation ont favorisé les interactions du public, dont les retours ont été très positifs.

RETOURS SUR CISP EN ACTIONS, POUR UNE MEILLEURE VISIBILITÉ DU SECTEUR

CISP En Action, c'est une semaine de mobilisation et d'actions, organisée par les plateformes CISP dans toute la Wallonie, et coordonnée par l'Interfédéré, qui a pour but de visibiliser la diversité des projets et la qualité du travail réalisé dans les centres d'Insertion Socioprofessionnelle du territoire. La situation sanitaire n'a pas permis d'envisager, pour cette édition 2021, des rencontres, débats ou événements en présentiel mais un focus tout particulier s'est fait sur des actions en ligne. C'est ainsi que des pages Facebook ont été lancées, comme celle des [CISP en Brabant-Wallon](#) ou que des vidéos ont été réalisées et relayées sur les sites internet des acteurs, sur leur réseaux sociaux, dans leurs newsletters. Ces capsules présentaient une filière, un centre, un projet spécifique, ou plus largement l'action des CISP dans une sous-région ([en Hainaut-centre](#) par exemple). D'autres actions et publications (à retrouver sur [le site de l'Interfédéré](#) ou sa [page Facebook](#)) ont complété le programme pour mettre un véritable coup de projecteur sur le secteur durant cette dernière semaine de novembre (environ 4000 utilisateurs touchés). Nous pouvons également citer Transfo, le magazine de l'Economie Sociale, qui a consacré un long article à l'évènement.



LES PROJETS ERASMUS+ DE L'AID COORDINATION



MAIS C'EST QUOI CES SOFT SKILLS ?

Le projet Erasmus+ **RAFT - Reconnaître les acquis de Formation par le travail** travaille à l'adaptation des Open Badges du partenaire français « Attitude pro » (voir aussi la [page Facebook RAFT](#)). Ces Open badges (voir AID News 11) ont été développés autour de 7 soft skills. Mais qu'est-ce exactement qu'une Soft skills ? Il n'existe pas de bonne traduction du terme anglais soft skills. Les « skills », ce sont les compétences. « Soft », dans le contexte, fait référence à l'adaptabilité, la douceur, la flexibilité. Les Soft Skills seraient donc « des compétences flexibles », mais la notion s'avère beaucoup plus large que ça.

Les soft skills regroupent, en pratique, toutes les compétences permettant des interactions sociales réussies et l'atteinte des objectifs, qu'ils soient personnels ou professionnels. Les soft skills, ce sont les compétences du « savoir-faire comportemental » : Comment se comporter face à une situation, que ce soit un challenge, un problème ou une opportunité ? Il s'agit des compétences transversales à tous les métiers qui facilitent les échanges et les interactions dans la société, et dans le monde de l'entreprise. Visionnez la [vidéo d'« Attitude pro »](#) pour mieux comprendre les soft skills et l'intérêt de les mobiliser et de les valoriser via des open badges. Suivez la [page Facebook RAFT](#) et la [page Facebook AID](#) pour avoir toutes les infos du projet.

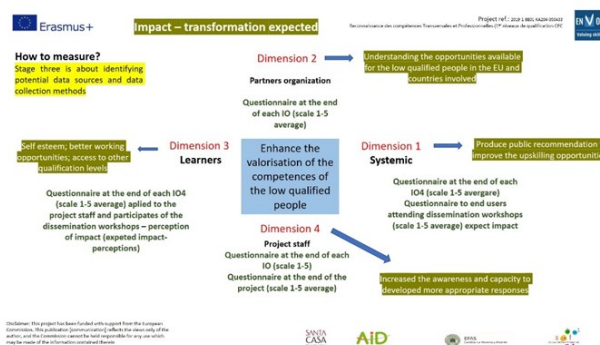


L'IMPACT DU PROJET ENVOL

De manière transversale, mais essentielle pour la pertinence des productions pédagogiques, les partenaires du projet Erasmus+ ENVOL travaillent actuellement au développement d'outils de mesure de l'impact du projet, à l'aide de l'exercice Impact+ composé de quatre étapes d'analyse :

- Première étape, l'exploration des buts et des objectifs du projet
- Deuxième étape, l'exploration des indicateurs de résultats et de production, de manière un peu plus détaillée
- Troisième étape, l'identification des sources de données potentielles et des méthodes de collecte de données
- Quatrième et dernière étape, le rassemblement de l'ensemble des données dans un outil simple de regroupement des infos.

L'explication de la démarche est disponible sur le [site de l'AEF](#) et le résultat (en plus grand) se trouve sur le [le post Facebook](#). Voir aussi le [flyer](#) et l'[infographie ENVOL](#).



FINALISATION DES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

Le rythme des activités de production du projet Erasmus+ TAACTIC continue d'être soutenu. L'une des avancées les plus significatives de cette fin d'année est la phase de finalisation des activités pédagogiques pour mettre en œuvre et soutenir l'acquisition des compétences numériques de base des publics peu qualifiés (IO3). Une compilation des testings réalisés par les différents partenaires a été faite.

Quantitativement les objectifs sont largement atteints avec, sur les 12 activités testées, 323 réponses reçues, réparties en 258 réponses d'apprenants (79,9%) et 65 réponses de formateurs (20.1%). Mais les testings ont surtout permis de faire émerger des éléments qualitatifs pour adapter et améliorer les activités, les rendre plus pertinentes par rapport aux besoins du terrain. Début 2022, ces remarques seront intégrées et les activités ainsi finalisées seront mises en ligne pour un accès à tous, via le site du projet : www.taactic.eu, [sa page Facebook](#) ou les sites web des partenaires.

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.



UNE RTN5 EN PRÉSENTIEL, TRÈS APPRÉCIÉE

Les 7 et 8 octobre, après des mois de réunions à distance, le consortium du projet Erasmus+ EDAP a pu, partiellement, se rencontrer à Las Palmas de Gran Canaria, pour la 5ème rencontre transnationale du projet. Même si les partenaires belges et turques n'ont pas pu se déplacer, des échanges riches et spontanés ont eu lieu, avec une belle dynamique de groupe, autour notamment de la 2ème phase de testing et des outils pour aider les utilisateurs d'EDAP à s'approprier le parcours émancipateur. Des heures productives de travail mais aussi de beaux moments partagés et des liens tissés autour de la découverte de la gastronomie locale. Voir la [publication de la page FB EDAP](#) mais aussi le [site Internet](#) pour toutes les infos .



Cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne

DEUX NOUVEAUX PROJETS ERASMUS+ POUR 2022-2024

NEXT STEP 4 SFC

Un projet innovant pour un changement de paradigme dans l'apprentissage des comportements professionnels

L'impact de la crise sanitaire a remodelé brutalement notre monde du travail mais dans tous les secteurs d'activités, les acteurs de la formation et de l'insertion socioprofessionnelle s'accordent sur la **pertinence des « savoir-faire comportementaux » en situation professionnelle dans les parcours d'apprentissage.**

Le projet, qui débutera en février 2022, veut répondre à ces problématiques en s'appuyant sur les acquis du projet [Step4 SFC](#), mais également sur les expériences et pratiques des partenaires du projet (Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne et France). Ce nouveau projet organisera des activités de préparation, de développement et de validation des résultats en impliquant les acteurs de terrain.

Les **résultats attendus du projet** se concrétiseront par :

- Le développement d'un **dispositif innovant d'intelligence collective**: le « SFC Lab »
- L'exploration de la **contribution des Open Badges** en relation avec la reconnaissance, mais aussi le développement et la mise en œuvre des savoir-faire comportementaux
- Des **parcours d'apprentissage multimodaux de sensibilisation, de formation et de reconnaissance des SFC** (via Open Badges) pour les chercheurs d'emploi et adultes en formation professionnelle.
- Un **dispositif de formation en ligne pour les encadrants** sur les modalités et les possibilités de reconnaissance et de valorisations des savoir-faire comportementaux via les Open Badges.

En conclusion, le projet Next Step 4 SFC permettra de poursuivre le travail d'intégration des savoir-faire comportementaux pour tous, dans des parcours d'apprentissage hybrides, adaptés à des contextes variés. Plus d'infos à suivre sur le [site de l'AID](#), rubrique projets.



Cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.



ACTION

Un projet pour mieux accompagner les travailleurs en insertion

Dans le champ de l'économie sociale, de nombreuses entreprises accueillent des **travailleurs en insertion**, publics initialement (très) éloignés de l'emploi, pour leur permettre de s'insérer au niveau socioprofessionnel, via un système particulier de formation par le travail.

Ces entreprises d'insertion jouent un **rôle important d'accompagnement et de formation du travailleur**, lui permettant une montée en compétences et la définition de son projet professionnel, et personnel, pour une meilleure inclusion sociale. Sur le terrain, les initiatives se multiplient, et les équipes diversifient les techniques d'accompagnement des publics-cibles, en additionnant cette mission à d'autres. Les bonnes pratiques se développent à l'échelle locale, mais il n'existe pas de guide, de méthodologie référentielle ou de support permettant d'échanger autour de ses pratiques et d'adapter les parcours d'insertion.

Le projet ACTION a donc pour objectif de formaliser l'accompagnement des travailleurs en insertion en développant avec les travailleurs encadrants des **méthodes et procédures à mettre en place**. Le projet explorera les techniques d'accompagnement adaptées à ces publics et développera des outils, ressources, référentiels et guides pratiques adaptés permettant par exemple de réaliser le bilan de compétences, d'élaborer des parcours de formation, d'accompagner à la conception d'un projet professionnel, etc.

Pour arriver à ces objectifs, nous travaillerons de février 2022 à septembre 2024, avec 5 partenaires : Le Perron de l'Illon (BE), l'AGFE et Médialys (FR), EVT et COOSS (IT). Quatre productions sont attendues : un profil de l'accompagnateur d'insertion; un guide méthodologique du parcours d'insertion; un dossier de suivi de la formation et de la montée en compétences des travailleurs et une boîte à outils pour le job coaching. La fiche projet sera prochainement disponible sur le [site AID](#).

L'AID Coordination vous souhaite
de joyeuses fêtes